

Plus de la moitié du budget pour la guerre !

3337
LANI
LANI
renforcé
et élargi

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 381

JEUDI 14 JANVIER 1954

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :

145, quai de Valmy, Paris (10^e)

C.G.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS

FRANCE-COLONIES : 1 AN : 1.000 fr.

6 MOIS : 500 fr.

AUTRES PAYS : 1 AN : 1.250 fr.

6 MOIS : 625 fr.

Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

Ce que l'on pouvait prévoir aisément s'est réalisé : l'Assemblée Nationale a de nouveau accordé un sursis à Laniel. Le champ libre a ainsi été laissé au président du Conseil et à sa clique, et le triste sirs Bidault est maintenant assuré de faire son voyage à Berlin.

Le chef du gouvernement ayant obtenu ses 319 voix a imposé à la Chambre une longue péroration. Il a admirablement réussi à faire voisiner l'odieux et le ridicule dans ses paroles. Après une sorte de bilan extrêmement confus et embrouillé — bilan qui s'est d'ailleurs révélé complètement faux — le lendemain la déclaration de la Banque de France. Laniel a entrepris de faire l'éloge de son gouvernement. Il a voulu célébrer les résultats obtenus et chanter les louanges de sa politique. Aussi dans l'enceinte du Palais-Bourbon on a pu entendre une cascade d'invasions qui atteignaient tantôt l'ignoble et le cynisme, tantôt l'idiotie et le crédisme intégral. Le pouvoir d'achat des travailleurs s'est, paraît-il, considérablement accru du fait d'une « sensible » (?) baisse des prix — le chômage diminue (!!) de larges perspectives (?) sont ouvertes à la production française, sur le plan financier tout marche à merveille depuis quelques mois !!! etc...

Bref « un vrai progrès social » et, conclut avec une impudence rare et une satisfaction béate notre gros salopard « Tout cela grâce à moi » (!!!)...

Le vote qui a permis ce renouvellement de bail était acquis d'avance. Laniel était sûr que l'affaire était dans le sac. Et, à l'Assemblée, on a pu voir encore une fois se jouer la comédie. On a encore pu assister aux manœuvres habiles et aux combinaisons coutumières (attitude des gaullistes qui disent blanc et votent noir). Car il fallait, pour la majorité des députés éviter à tout prix pour le moment la crise ministérielle. En effet il aurait été impossible de réunir une majorité nouvelle et cela tant que subsistera la question primordiale de la C.E.D., tant que planera sur l'Assemblée cet embarras problème.

Aussi conserve-t-on provisoirement Laniel et sa bande et on attend. On attend le résultat de la Réunion des Quatre. Cette conférence de Berlin modifiera selon ses conclusions peut-être profondément la situation. On y verra sans doute plus clair. On pourra peut-être alors chercher une autre voie que la ratification des accords de Bonn et de Paris. Une bienheureuse inspiration viendra à ce moment guider nos représentants vers de nouveaux choix et leur ouvrir des perspectives préventielles !

1954 verra-t-elle la fin de l'occupation coloniale en Indochine ?

L'ABANDON de Thakhek par le corps expéditionnaire dans les derniers jours de 1953 a prouvé, de façon éclatante, que l'état-major français en est réduit à une défensive de plus en plus réservée sur quelques postes isolés et que l'Indochine est de moins en moins contrôlée par l'impérialisme franco-américain.

C'est la quatrième année où la campagne d'hiver s'ouvre par une suite de défaites des coloniaux. L'évacuation des postes du haut Tonkin en 50-51 (Cao-Bang, Lang-Son, Lao-Kay), de Hoa binh en 51-52, des pays Thaï (Nghia-Lo, Na-Sam) et, Laos (Sam-Neva) en 52-53 continue avec l'évacuation de Lai-Chau au Pays Thaï et de Thakhek au Pays Lao en 53-54.

La présence des partisans indochinois dans la vallée du Mékong est officiellement reconnue comme dangereuse pour les troupes coloniales. Encore un pays calme — le Laos — qui repousse la protection de la civilisation du Napoléon.

Malgré les rodondantes des militaires, tout le monde comprend en France que cette guerre est perdue.

Seuls les clans liés au colonat d'Indochine poussent encore à cette guerre qui leur permet leurs derniers profits.

Le prolétariat français, solidaire des peuples coloniaux, victimes comme lui du capitalisme, accentue sa pression.

Les communistes libertaires assurent de leur soutien critique tous les mouvements populaires anti-impérialistes.

Une Internationale nazie a son siège à Malmö

Le journal de nos camarades suédois du 9 janvier dénonce la création d'une Internationale néo-nazie intitulée « Mouvement Social Européen », et dont le siège est à Malmö, en Suède méridionale.

Le mouvement a des ramifications en Allemagne, au Danemark, en Norvège, en France, en Italie et en Espagne. A la tête du mouvement se trouve le docteur Per Engdahl; son bureau comprend trois autres personnes : MM. Karl Heinz Priester (Allemagne), Ernesto Massi (Italie) et Maurice Bardèche (France).

Les organisations suivantes y sont affiliées : Mouvement néo-suédois, Mouvement de réforme danois, Mouvement de réforme norvégien, Deutscher Rat zur Foerderung der Europäischen Gemeinschaft, le M.S.I. italien, le Comité national français (comportant environ quinze groupes néo-nazis), le Partage espagnole, le Schweizer Volks Partei, la Nationale Europäische Soziale Beirat, les groupes nazis wallons et Flamands en Belgique et des groupes nazis en Autriche.

Cette Internationale nazie édite un service de presse en Allemagne, en France, en Italie et en Suède et est en contact avec environ cinquante journaux pro-nazis dans le monde.

Jean MASSON.
(Suite page 2, col. 5.)

LA FARCE ANNUELLE DU BUDGET a prouvé une fois de plus que l'Etat n'a qu'un objectif : Accroître la répression antiouvrière

La fin de chaque année est l'occasion pour la bourgeoisie de faire le bilan de sa gestion de l'économie française. Le gérant actuel, Laniel a donc brossé un tableau optimiste de la situation. Ce bilan est faux, tout le moins le sait, comme il est de règle dans toute Société qui se respecte.

L'année passée aurait vu le rétablissement des affaires qui permet d'envisager l'avenir avec confiance, etc... Au fait quel « rétablissement » ? Tout nouveau gérant — et il changeait souvent — déclare à la galerie qu'il a trouvé la maison à deux pas de la faillite. Le successeur de Laniel dira sans doute la même chose. Bref, encore une fois — à croire aux déclarations officielles — nous sommes parvenus à deux pas de la prospérité.

Que cache ce bla-bla-bla coutumier ? Plus que par rapport à l'année précédente c'est par rapport à 1945 et aux autres années de références 1938, 1929, 1913 qu'il faut faire le point. Il est temps maintenant d'esquisser le bilan de toute la période d'après guerre et de replacer ce bilan dans l'évolution économique historique plus large.

Première constatation : pour la pro-

chaine période d'après guerre a été encore plus que celle du Front Populaire, celle de la plus grande duplicité. Jouant sur la nécessité de la RECONSTRUCTION la bourgeoisie, secondée par les grands partis dits ouvriers, S.F.I.O. et au départ P.C.F., a reconstruit son économie, son appareil d'exploitation et de profit.

Usant de procédés pseudo-planificateurs (Plan Monnet) la bourgeoisie a reconstruit d'abord l'équipement de base indispensable par les sacrifices populaires arrachés au lendemain de la libération. Puis l'économie d'inflation galopante jusqu'en 1951 a permis au patronat « d'avaler » toutes les revendications syndicales en les moyant dans une masse monétaire en perpétuelle expansion. Cette politique aimentant des profits colossaux se traduisait par un mouvement de concentration des entreprises aboutissant à un renforcement inégalé du gros patronat.

Deuxième constatation. — La bourgeoisie ayant repris en main son appareil d'exploitation, l'économie française depuis 1952 s'installe dans la stagnation. Abrutie par un protectionnisme étroit la bourgeoisie française a renoncé à l'expansion. Le niveau de 1929 qui a marqué l'apogée de la production pour la France ayant été à peu près atteint, il s'agit maintenant non plus d'augmenter les profits à la faveur d'une augmentation d'activité que le marasme mondial interdit, mais bien par l'utilisation au maximum de l'appareil reconstruit.

L'inflation larvée continue, malgré les dires de Laniel « nous avons vécu six mois sans avoir eu recours pour un centime à l'inflation ». Même si le démarrage du budget 54 était possible sans recours aux avances de la Banque et par des ressources normales de fréserie il n'en resterait pas moins que si le budget de l'Etat ne recours pas à l'inflation monétaire, l'économie dans son ensemble y fait un large appel. La Banque de France avouait en effet le 31 décembre que la masse des billets était passée au niveau record de 2.310 milliards soit une augmentation de 187 milliards en 1 an. Et encore l'inflation des billets n'est-elle qu'un aspect de l'inflation économique et même monétaire générale qui écrase les revenus fixes (salariés principalement) et permet l'auto-financement des entreprises suivantes :

« Je passe maintenant à un sujet qui a trait à la citoyenneté américaine. Le caractère subversif du parti communiste aux Etats-Unis a été clairement démontré de plusieurs façons, y compris des actions en justice. Nous devrions établir une loi qui sanctionne un fait aussi évident — c'est-à-dire que nous avons affaire à des actes assimilables à des trahisons — et que chaque fois qu'un citoyen participe consciemment à la conspiration communiste, il n'est plus fidèle aux Etats-Unis. P. PHILIPPE.

(Suite page 2, col. 1.)

La crise italienne

Nous rappelant les conditions extrêmement pénibles de la dernière crise ministérielle de Fraissinet et les difficultés rencontrées par les politiciens pour trouver la « majorité Laniel » on se replongera assez exactement dans l'atmosphère de la crise italienne actuelle.

En effet, le parlement italien est partagé de telle sorte qu'aucune majorité nette ne peut s'affirmer, que les intérêts sont partagés entre ceux du fascisme national, ceux du bloc américain et ceux du bloc russe.

Quelle sera l'issue de cette crise ? Il est notable que les dirigeants du parti démocrate-chrétien sont en face d'un dilemme pratiquement insoluble.

On s'allier avec les partis de gauche contre l'opinion de la plus grande partie de leurs électeurs, ou s'allier avec les monarchistes contre l'avis des catholiques « de gauche ». De toutes façons ils se heurtent aux dissensions intestines de leur parti, dissensions qui n'ont qu'en s'aggravant dans les mois à venir, à mesure que la lutte de classe s'intensifie en Italie.

Nous savons que quelle qu'elle soit, à droite ou à gauche, la solution ne peut être qu'un résultat négatif. Cependant il existe un point positif. Il réside dans le fait que la bourgeoisie et son système s'abiment chaque jour dans un tissu de plus en plus complexe de contradictions qui la rendent chaque jour plus vulnérable aux coups de boutoirs du prolétariat.

M. MOREAU.

Après la grève des P.T.T. Une défaite voulue par les bonzes F.O.-C.G.T. et C.F.T.C. mais l'unité à la base est restée intacte

APRES deux semaines de grève, les postiers des ambulants et bureaux-gares ont repris le travail, pratiquement sans avoir obtenu satisfaction. « Comme nous l'avions prévu, le mouvement, en dépit de la volonté d'unité et de lutte manifestée par la base, s'est terminé dans la confusion.

Et si l'on veut examiner les causes de ce dénouement lamentable, il faut se rechercher l'explication dans le déroulement de la grève du mois d'août.

Nous avons montré, dans notre dernier numéro, comment les responsables F.O. et C.F.T.C. s'étaient maintenus à l'écart du mouvement afin de mieux le saper. Instruits par l'expérience de l'été dernier, ils ne voulaient pas cautionner une grève dont le contrôle leur échappait totalement. Cependant, en dépit de la trahison de leurs dirigeants, un bon nombre d'adhérents de F.O. et la

totalité de ceux de la C.F.T.C. furent dans l'action jusqu'au bout.

Dépassés en août par un mouvement qu'ils n'avaient pas préparé, les dirigeants cégétiques seurent aussi profiter de la leçon. Grâce à leur influence dans les comités d'action, ils se sont efforcés de toujours conserver le contrôle de la dernière grève. Comme en août, et pour les mêmes raisons qu'a analysées *Le Libertaire* (1), ils s'abstinent de lui donner une orientation claire et active. Au contraire, fidèles à la tactique des grèves tournantes, afin de mieux canaliser le mécontentement des postiers, ils tentèrent de les lancer dans des mouvements partiels et sporadiques. Un de leurs responsables n'a-t-il pas affirmé, dans un meeting, qu'il eût été préférable de faire vingt-deux grèves de 24 heures plutôt qu'une grève de vingt-deux jours. Alors que le magnifique mouvement du mois d'août aurait pu être

une victoire sans précédent si toutes les centrales syndicales avaient tout fait pour l'orienter et le gérer.

A. FLAMAND.

(1) Voir *Lib.* n° 371 du 27-8-53.

(Suite page 2, col. 2.)



Abonnez-vous !

Le problème des prêtres-ouvriers et l'Eglise

Le retrait, la semaine dernière des prêtres ouvriers de la Compagnie de Jésus a eu un retentissement considérable et a été le sujet de nombreux commentaires. Cet événement, qui a eu ces temps derniers des précédents, met, en effet, de nouveau en question « le brûlant problème des prêtres-ouvriers ». Il a provoqué dans les milieux chrétiens malaise et inquiétude. Cet ordre qu'on reçut les sœurs pères Jésuites « en mission en terres ouvrières » a une signification importante et les décisions du Vatican sont l'objet pour le révolutionnaire de conclusions intéressantes.

1) LE VATICAN VEUT EN FINIR AVEC LA QUESTION DES PRETRES-OUVRIERS

Il y a quelques semaines, les autorités ecclésiastiques ont fait sur ce point des déclarations significatives. L'expérience des prêtres-ouvriers a été négative aussi sera-t-il inutile et même dangereux de la poursuivre plus longtemps. Mais étant donné une certaine popularité qu'a acquise cette institution, l'abolition doit se faire adroitement en prenant des formes.

Le communiqué des trois cardinaux, Feltin, Gerlier, Liénart, publié après leur voyage à Rome reflet malgré ses apparences cette volonté d'arriver. En demandant une modification totale de l'organisation avec leurs habitudes détourées de castes, c'est en réalité la suppression pure et simple qu'ils en exigent. La décision du Père Liénart, général des Jésuites a été plus brutale, plus franche aussi. L'ordre qui a été donné aux religieux d'abandonner leur présence mission a été formel. Venant de la Société de Jésus cette mesure prend une importance considérable. Il ne faut pas oublier le rôle prépondérant qu'a dans l'église catholique l'illustre Compagnie, l'immense puissance occulte et pratique de son général, le « pape noir ». Il ne faut pas oublier non plus que la Congrégation des religieux est rattachée directement à la Curie Romaine.

L'effet de cette décision n'a pas d'ailleurs tardé à se faire sentir. Les autres ordres religieux, Franciscains, Dominicains, Capucins, et que sais-je encore ! se sont conformés à l'exemple des Jésuites et ont rappelé leurs religieux.

Et le clergé séculier va s'empresser de les imiter. Ainsi cette tentative de conversion des masses déchristianisées va se trouver définitivement enterrée.

Il est clair que par ses agissements, ses ordres, ses déclarations, le Vatican veut résoudre ce problème et le liquider le plus rapidement possible. Mais ici une question se pose : Pourquoi supprimer cette institution ? Pourquoi renier l'effort et l'œuvre des prêtres-ouvriers ?

2) L'INSTITUTION DES PRETRES-OUVRIERS N'A PAS REMPLI LE ROLE FIXE

Le but véritable assigné aux prêtres-ouvriers, en quoi consistait réellement la mission qu'ils avaient à accomplir.

Il ne s'agissait pas simplement, comme beaucoup sont portés à le croire, d'évangéliser les ouvriers, de raviver le sentiment religieux et la foi chez les masses prolétariennes, de faire de nouvelles croyants. Cela évidemment devait

être accompli, mais ne devait être considéré que comme une première étape nécessaire, un stade préliminaire. Ce qui était recherché en réalité, ce qui était le véritable but, c'était la neutralisation des masses ainsi converties. Il s'agissait grâce à leur conversion, de les transformer en éléments inopérants au moment des luttes sociales, de constituer par là une réserve appréciable de jaunes. Ainsi, si on ne compait pas trop en faire des auxiliaires des patrons du moins s'assurerait-on qu'ils n'entreraient pas en lutte contre les intérêts capitalistes.

Dans l'esprit de ses fondateurs l'institution des prêtres-ouvriers était donc avant tout un moyen susceptible d'endormir la conscience de classe des travailleurs, par conséquent, un instrument par lequel le service de la bourgeoisie.

Or, c'est un échec lamentable qui a été le résultat de cette tentative, les buts escomptés sont loin d'avoir été atteints et très souvent c'est tout le contraire de ce que le clergé attendait qui s'est produit.

On ne peut nier qu'il y a eu un certain nombre de conversions réalisées quoique dans l'ensemble les prêtres-ouvriers n'aient réussi à rien d'autre qu'à s'attirer quelques sympathies. Mais cela n'a malheureusement empêché les nouveaux convertis de continuer à soutenir leurs revendications et n'a pas du tout refroidi leur ardeur à la lutte. Ainsi le Vatican malgré ses efforts et ceux de ses agents a été totalement incapable d'éliminer la lutte de classe.

Bien souvent même ce sont ceux qui avaient charge d'évangéliser qui se sont fait convertir. Ce sont ceux qui avaient mission d'étoffer la lutte de classes qui dans beaucoup de cas se sont jetés à corps perdu dans cette lutte et ont mis leur foi et leurs préjugés au rancart. Un seul exemple suffira : De nombreux prêtres-ouvriers dont beaucoup se sont fait matraquer se sont trouvés parmi les manifestants contre Rigway et cela au grand scandale des bourgeois catholiques.

L'église a montré ainsi son incapacité complète à manier les masses, à leur imposer une direction quelconque. Et qui plus est, elle s'en coupe davantage chaque jour. Malgré l'adresse et la diplomatie hypocrite déployées, cette abolition en cours des prêtres-ouvriers cause une certaine stupeur, une soulourdeur surprise et parfois un mécontentement à peine contenu dans la partie du peuple qui avait été influencé par ces prêtres.

Des conclusions très nettes se dégagent de la suppression de cette institution.

Plus que jamais l'église est l'instrument du capital, de la réaction internationale, mais les services qu'elle peut rendre sont, en définitive, un bien piètre apport.

3) UN PROBLEME PRIMORDIAL POUR L'EGLISE

Le problème des prêtres-ouvriers met en lumière un angoissant malaise qui touche en ce moment l'église dans son ensemble et en particulier les autorités hiérarchiques.

L'église est certes, comme on l'a souligné plus haut, un instrument de la bourgeoisie. Mais elle a sa vie propre et lorsque le capitalisme a fait son apparition elle avait déjà quinze siècles d'existence. Aussi la grande question qui l'agitait présentement ne regarde qu'elle uniquement.

Les constatations faites par le clergé sur l'évolution, les expériences tentées notamment sur la psychose des masses, ces temps derniers en particulier celle des prêtres-ouvriers, posent pour l'église un terrible dilemme.

On lit encore possible d'avoir une certaine influence sur les masses (influence réelle des prêtres-ouvriers) mais dans ce cas il faut faire à ce que l'on touche des concessions considérables, leur accorder des exemptions si bien que leur vie n'a pas peu près rien de commun avec celle des autres chrétiens. Il faut ainsi vis-à-vis de ceux qui sont utilisés pour cette conversion réduire les règles et les devoirs si bien que souvent ils n'ont plus de prêtres que le nom. Les institutions reçoivent alors une atteinte

telle que l'église n'est même plus l'église.

Où l'église adopte une attitude de raidissement, elle renforce au nom de la sainte tradition l'intransigeance et la sévérité mais alors elle se coupe irrémédiablement des masses (c'est ce qui commence à se passer du fait de la suppression des prêtres-ouvriers et de leur remplacement par les autorités d'usine, solution bâtarde et impopulaire).

Ainsi, dans les conditions actuelles l'église ne peut plus s'adapter. Si tant bien que mal elle s'y essaie elle est obligée de se nier elle-même et de disparaître pratiquement.

4) LES REVOLUTIONNAIRES ET LA QUESTION RELIGIEUSE

VOULOIR préciser notre attitude sur la question des prêtres-ouvriers sera actuellement inutile.

Comme on l'a vu, leur institution a pratiquement vécu. Il est hors de doute, cependant, que les autorités vaticanes vont malentendement mettre au point d'autres moyens pour tâcher d'endormir le prolétariat (un système d'aumônerie d'usine est actuellement en projet). Une nécessité s'impose : définir à l'occasion de ces nouvelles tentatives, la position des révolutionnaires en face du problème religieux dans tout son ensemble ; signaler également les dangers et les erreurs néfastes dans lesquelles ils risqueraient de tomber.

Toute religion a son origine dans l'impuissance des hommes face à la nature. Elle est le reflet des conditions matérielles des masses exploitées, qui étant donné leur misère, se jettent dans la croyance en Dieu, dans la foi en une vie meilleure dans l'autre-déla.

La religion est une espèce grossière d'eau-de-vie spirituelle dans laquelle les esclaves du capital noient leur être humain et leurs revendications pour une existence tant soit peu digne de l'homme. (Léonine : Socialisme et Religion.)

Le devoir de notre parti révolutionnaire est par conséquent de souligner le caractère ignoble de « l'opium du peuple ». Il consiste surtout dans la dénonciation du rôle odieux que joue l'église catholique et son clergé. Et c'est ce que jouent d'une manière générale tous les prêtres de quelque religion qu'ils soient : des bourgeois, soutiens du capitalisme et de la réaction, chargés d'endormir les exploités dans la patience et dans la résignation, de les plonger dans l'immobilité.

Mais il faut bien comprendre que cette action ne doit pas se faire aveuglément ni sombre dans l'abstraction théorique. Bien au contraire, elle doit s'engager en définitive sur le plan de la lutte de classes. Il serait vain d'arrêter les cadres du régime actuel du système d'exploitation de vouloir lutter contre la religion et la détruire par une propagande et un anticléricalisme déchaînés. Ce serait tomber dans l'idéalisme le plus total, dans l'abstraction et la « raison pure » des démocrates radicaux, de Léon Taxil et de Sébastien Faure. Ce serait surtout faire le jeu de la bourgeoisie et des classes en croissant un fossé entre les ouvriers athées et chrétiens, en les poussant dans des querelles intestines et en les éloignant ainsi de leur véritable but.

Or, dans la lutte contre l'exploiteur commun, dans la grève, dans l'action révolutionnaire, le travailleur athée, comme son frère chrétien, se trouvent étrangement isolés. Ils se découvrent des aspirations communes. Les événements du mois d'août donnent un exemple frappant : les travailleurs de la base C.F.T.C. ont été acharnés à la lutte et se sont élevés vivement contre les directives et la trahison de leur Centrale (ministère « Reconstruction », etc.).

C'est dans cette lutte de classe et par la seulement que l'ouvrier chrétien prend conscience de son rôle et va à la fois à l'athéisme et au communisme. La prémisse évidente c'est comme on l'a vu plus haut, que même des prêtres vivant l'expérience des travailleurs, se trouvent dans la même situation se sont lancés dans le combat révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas aveuglément les prolétaires dans un assaut direct contre les préjugés religieux et les mystifications de la « peste noire ». C'est à ce cause à la source même de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est contre le régime d'exploitation et l'esclavage économique, cause véritable d'oppression « pour la suppression de l'esclavage économique cause véritable de l'abstention religieux de l'humanité » qu'il faut engager une lutte sans merci.

Il est clair que l'ouvrier chrétien prend conscience de son rôle et va à la fois à l'athéisme et au communisme. La prémisse évidente c'est comme on l'a vu plus haut, que même des prêtres vivant l'expérience des travailleurs, se trouvent dans la même situation se sont lancés dans le combat révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas aveuglément les prolétaires dans un assaut direct contre les préjugés religieux et les mystifications de la « peste noire ». C'est à ce cause à la source même de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est contre le régime d'exploitation et l'esclavage économique, cause véritable d'oppression « pour la suppression de l'esclavage économique cause véritable de l'abstention religieux de l'humanité » qu'il faut engager une lutte sans merci.

C'est dans cette lutte de classe et par la seulement que l'ouvrier chrétien prend conscience de son rôle et va à la fois à l'athéisme et au communisme. La prémisse évidente c'est comme on l'a vu plus haut, que même des prêtres vivant l'expérience des travailleurs, se trouvent dans la même situation se sont lancés dans le combat révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas aveuglément les prolétaires dans un assaut direct contre les préjugés religieux et les mystifications de la « peste noire ». C'est à ce cause à la source même de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est contre le régime d'exploitation et l'esclavage économique, cause véritable d'oppression « pour la suppression de l'esclavage économique cause véritable de l'abstention religieux de l'humanité » qu'il faut engager une lutte sans merci.

C'est dans cette lutte de classe et par la seulement que l'ouvrier chrétien prend conscience de son rôle et va à la fois à l'athéisme et au communisme. La prémisse évidente c'est comme on l'a vu plus haut, que même des prêtres vivant l'expérience des travailleurs, se trouvent dans la même situation se sont lancés dans le combat révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas aveuglément les prolétaires dans un assaut direct contre les préjugés religieux et les mystifications de la « peste noire ». C'est à ce cause à la source même de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est contre le régime d'exploitation et l'esclavage économique, cause véritable d'oppression « pour la suppression de l'esclavage économique cause véritable de l'abstention religieux de l'humanité » qu'il faut engager une lutte sans merci.

C'est dans cette lutte de classe et par la seulement que l'ouvrier chrétien prend conscience de son rôle et va à la fois à l'athéisme et au communisme. La prémisse évidente c'est comme on l'a vu plus haut, que même des prêtres vivant l'expérience des travailleurs, se trouvent dans la même situation se sont lancés dans le combat révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas aveuglément les prolétaires dans un assaut direct contre les préjugés religieux et les mystifications de la « peste noire ». C'est à ce cause à la source même de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est contre le régime d'exploitation et l'esclavage économique, cause véritable d'oppression « pour la suppression de l'esclavage économique cause véritable de l'abstention religieux de l'humanité » qu'il faut engager une lutte sans merci.

C'est dans cette lutte de classe et par la seulement que l'ouvrier chrétien prend conscience de son rôle et va à la fois à l'athéisme et au communisme. La prémisse évidente c'est comme on l'a vu plus haut, que même des prêtres vivant l'expérience des travailleurs, se trouvent dans la même situation se sont lancés dans le combat révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas aveuglément les prolétaires dans un assaut direct contre les préjugés religieux et les mystifications de la « peste noire ». C'est à ce cause à la source même de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est contre le régime d'exploitation et l'esclavage économique, cause véritable d'oppression « pour la suppression de l'esclavage économique cause véritable de l'abstention religieux de l'humanité » qu'il faut engager une lutte sans merci.

C'est dans cette lutte de classe et par la seulement que l'ouvrier chrétien prend conscience de son rôle et va à la fois à l'athéisme et au communisme. La prémisse évidente c'est comme on l'a vu plus haut, que même des prêtres vivant l'expérience des travailleurs, se trouvent dans la même situation se sont lancés dans le combat révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas aveuglément les prolétaires dans un assaut direct contre les préjugés religieux et les mystifications de la « peste noire ». C'est à ce cause à la source même de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est contre le régime d'exploitation et l'esclavage économique, cause véritable d'oppression « pour la suppression de l'esclavage économique cause véritable de l'abstention religieux de l'humanité » qu'il faut engager une lutte sans merci.

C'est dans cette lutte de classe et par la seulement que l'ouvrier chrétien prend conscience de son rôle et va à la fois à l'athéisme et au communisme. La prémisse évidente c'est comme on l'a vu plus haut, que même des prêtres vivant l'expérience des travailleurs, se trouvent dans la même situation se sont lancés dans le combat révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas aveuglément les prolétaires dans un assaut direct contre les préjugés religieux et les mystifications de la « peste noire ». C'est à ce cause à la source même de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est contre le régime d'exploitation et l'esclavage économique, cause véritable d'oppression « pour la suppression de l'esclavage économique cause véritable de l'abstention religieux de l'humanité » qu'il faut engager une lutte sans merci.

C'est dans cette lutte de classe et par la seulement que l'ouvrier chrétien prend conscience de son rôle et va à la fois à l'athéisme et au communisme. La prémisse évidente c'est comme on l'a vu plus haut, que même des prêtres vivant l'expérience des travailleurs, se trouvent dans la même situation se sont lancés dans le combat révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire ne doit pas aveuglément les prolétaires dans un assaut direct contre les préjugés religieux et les mystifications de la « peste noire ». C'est à ce cause à la source même de ce mal qu'il faut s'attaquer, c'est contre le régime d'exploitation et l'esclavage économique, cause véritable d'oppression « pour la suppression de l'esclavage économique cause véritable de l'abstention religieux de l'humanité » qu'il faut engager une lutte sans merci.

La grève des P.T.T.

(Suite de la première page)

Employant la même méthode, ils pensaient, en décembre, faire débrayer à tour de rôle chaque bureau-gare isolément. Les militants de la Fédération Autonome s'y opposèrent et obtinrent que soit lancé un mouvement étendu à l'ensemble des bureaux-gares et ambulants.

Bien que limité à ces seuls services, mais en raison de leur importance dans le trafic postal, la grève était suffisamment solide pour faire espérer un développement ultérieur. Il eût fallu l'étendre, comme le demandait la Fédération Autonome, à l'ensemble de la corporation. C'est dans ce but que le secrétaire général des autonomes proposa à la C.G.T. une démarche commune auprès des

responsables F.O. et C.F.T.C. pour appuyer et généraliser la grève.

Les dirigeants F.O. opposèrent un refus, tandis que ceux de la C.F.T.C. éclatèrent la question. Sans l'appui de ces deux fédérations, il se révélait difficile, sinon impossible, d'étendre le mouvement. Toutefois, la grève était encore aussi solide qu'au début dans les bureaux-gares et ambulants lorsque, par l'intermédiaire de la jeune Confédération Autonome du Travail, les dirigeants autonomes des P.T.T. furent reçus par le secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil.

Il a fallu qu'à ce moment, les dirigeants cégétistes estiment que le mouvement avait perdu son efficacité. On ne fut pas peu surpris, dans la réunion quotidienne du comité inter-gare, d'entendre les militants C.G.T. présenter des communiqués alarmants, parlant de la lassitude des grévistes, alors que la veille encore, ils faisaient état de leur détermination à lutter jusqu'au bout. Mieux encore, les orateurs cégétistes affirmèrent publiquement, dans les meetings qui suivirent, qu'il devenait urgent de reprendre le travail si l'on ne voulait pas assister à l'effritement de la grève.

Malgré la volonté et l'espérance des autonomes d'arracher quelques satisfactions, le mouvement ne pouvait plus durer. Et il s'est terminé dans la confusion.

Les conséquences auraient pu être très graves. Il n'en est heureusement rien. Les travailleurs des P.T.T. ont repris le travail dans l'unité, avec leur combativité intacte. C'est une raison d'espérer, que deux longues grèves, à quelques mois d'intervalle, n'aient pas entamé leur moral. Leur volonté s'est tenu au cours de ces luttes et ils viennent de s'enrichir d'une nouvelle expérience.

Certes, nous n'affirmons pas, comme le secrétaire de la Fédération C.G.T., qu'ils viennent de remporter une victoire parce que, au cours d'une démarche, le résultat obtenu n'a été reconnu officiellement par le secrétaire national de la Fédération F.O.

Leur victoire, c'est d'avoir su conserver l'unité à la base et de ne pas se considérer vaincus. C'est aussi de savoir tirer des enseignements de l'échec, en vue des luttes futures. Ils peuvent compter sur nos militants pour que ces leçons soient profitables et que, dans de nouvelles batailles, ils puissent déjouer toutes les trahisons et faire respecter la volonté de la base.

Laniel renforcé

(Suite de la première page)

HISTOIRE ET DOCTRINE

IL Y A 35 ANS, LA COMMUNE DE BERLIN

La Commune allemande de 1919

JANVIER 1918. — Grève de masse en Autriche-Hongrie et en Allemagne (Hambourg, Kiel, Berlin, etc.).

FEVRIER A MAI. — Baisse de la tension gréviste, la réaction redoublée (Yogischés et Spartakistes arrêtés dans l'armée pour propagande antimilitariste).

SEPTEMBRE. — Le parti social-démocrate décide sa participation au gouvernement.

OCTOBRE. — Appel de Spartakusbund pour la révolution et formation des conseils ouvriers et de soldats.

Liebknecht, libéré de prison, est salué par une démonstration des ouvriers berlinois.

Noske (leader social-démocrate de la droite) :

« Le peuple et l'empire sont dans le plus grand danger. Nous voulons, par le rassemblement de toutes les forces, prévenir l'écrasement. »

Mutineries dans la flotte.

NOVEMBRE 1918. — Les marins se placent à l'avant-garde de la révolution ; Kiel en grève, drapeaux rouges ; les matelots y forment le premier soviet (conseil) de la révolution allemande. Hambourg, Lübeck : le mouvement révolutionnaire posent les buts socialistes au premier plan.

La Bavière s'allume à son tour.

Noske, agent de la réaction, incapable d'endiguer le mouvement usa de la même tactique que le roi Guillaume V en 1848 : il se mit à la tête de la révolution et prit le titre de gouverneur de Kiel pour mieux poignarder...

9 NOVEMBRE. — Révolution à Berlin. La police se désagrège. Guillaume II est contraint d'abdiquer. Les sociaux-démocrates de droite (Ebert, Scheidemann, Otto Braun) veulent confisquer la révolution à leur profit, car ils craignent les conseils ouvriers et de soldats.

11 NOVEMBRE. — Armistice ; constitution du cabinet d'empire. Grève des mineurs. Ebert décide d'entrer en lutte contre le « bolchevisme ».

14 NOVEMBRE. — Maintien des lois et décrets en vigueur de la société bourgeoise.

26 NOVEMBRE. — Les catholiques lancent un appel pour le soutien du gouvernement Ebert, contre le bolchevisme. De leur côté, les socialistes-démocrates traitent :

« Toute grève au cours de la révolution se tournerait contre les ouvriers. » Reprenant le mot d'ordre du patronat allemand : « Socialisme veut dire : travailler beaucoup. »

DECEMBRE 1918. — La contre-révolution redresse la tête, démonstration de Spartakus à Berlin (150.000 personnes) ; programme révolutionnaire. Premier congrès des soviets ouvriers et de soldats d'Allemagne.

Attitude contre-révolutionnaire des sociaux-démocrates gouvernementaux qui tirent sur les ouvriers en grève.

JANVIER 1919. — Désarmement d'un régiment d'infanterie révolutionnaire. Le 6, le socialiste Noske a plein pouvoir pour abattre la révolution. Combats de rues à Berlin le 13, les socialistes Ebert-Scheidemann-Noske ordonnent le désarmement du peuple.

14 JANVIER. — Fin des luttes à Berlin.

15 JANVIER. — Assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

L'agitation, les grèves, les émeutes se poursuivent jusqu'à la fin de l'année 1919 ; mais la Révolution prolétarienne est bien brisée grâce à la social-démocratie trahisseuse et qui s'incarna dans les Noske-Scheidemann-Ebert-Braun.

Le « Luxembourgisme » et nous

La Révolution allemande de 1918 et plus encore la tragique destinée de la Commune de Berlin en janvier 1919 devaient porter à la célébration les idées de Rosa Luxembourg. Ses controverses avec la Social-Démocratie allemande, puis avec Lénine contribueraient à faire de ses idées un ensemble doctrinal auquel même on devait donner un nom, le « Luxembourgisme », pour le caractériser comme une école du socialisme, au même titre que le réformisme ou le bolchevisme.

En ce qui concerne le courant libertaire, l'opinion fut toujours extrêmement divisée : les uns penchèrent pour rejeter Rosa en vertu de son « marxisme », les autres pour l'adopter en raison de son opposition au centralisme à outrance, de son souci de donner le pouvoir réellement aux masses. Comme qui ne correspondait guère aux social-démocraties réelles du monde.

Plus encore, sa conception de la Révolution et du pouvoir des masses et de la démocratie ouvrière la rapprochait considérablement de nous.

Ecoutez-la lorsqu'elle parle de la Révolution. Si elle félicite Lénine, c'est pour son audace, parce qu'il a rien à laquelle nous la faire rejeter d'autant moins qu'elle invoque ce « marxisme » contre les réformistes sociaux-démocrates, puis contre Lénine et Trotsky. On connaît d'elle justement une brochure « Marxisme contre Dictature » dans laquelle elle combat « l'ultra-centralisme » de Lénine voulant subordonner le parti totalement au Comité Central.

Rosa Luxembourg invoqua toujours le marxisme. Pour elle, c'était avant tout le matérialisme historique et il n'y a rien à laquelle nous la faire rejeter d'autant moins qu'elle invoque ce « marxisme » contre les réformistes sociaux-démocrates, puis contre Lénine et Trotsky. On connaît d'elle justement une brochure « Marxisme contre Dictature » dans laquelle elle combat « l'ultra-centralisme » de Lénine voulant subordonner le parti totalement au Comité Central.

Ce n'est pas en partant de la discipline imposée par l'Etat capitaliste au prolétariat (après avoir simplement substitué à l'autorité de la bourgeoisie celle d'un Comité Central socialiste), ce n'est qu'en extirpant jusqu'à la der-

nière racine ces habitudes d'obéissance et de servilité que la classe ouvrière pourra acquérir le sens d'une discipline nouvelle, de l'autodiscipline librement consentie de la social-démocratie. »

En fait, en luttant d'une part contre l'ultra-centralisme des bolcheviks et d'autre part contre les trahisons de Lénine et Trotsky eux-mêmes. « Mais, en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les Soviets mêmes », et elle souligne le recul des Congrès des Soviets de trois à six mois, mais elle reproche à Lénine et Trotsky de dissoudre l'Assemblée Constituante, car elle voit encore l'exercice du contrôle des masses à travers le suffrage universel classique : « Comme l'Assemblée Constituante nommée longtemps avant le tourment décisif d'octobre présentait dans sa composition l'image du passé dépassé et non l'état de chose nouveau, la conclusion s'imposait d'elle-même pour eux de casser précisément cette Constituante surannée, donc mort-née, et d'organiser sans tarder de nouvelles élections pour une nouvelle Constituante ! »

Tout en voyant clairement les conditions déplorables dans lesquelles se déroula la Révolution russe, l'arriération du pays, le délabrement de son économie, l'encerclement, elle critique les mesures prises par Trotsky et Lénine. Ses critiques concernant la politique agraire et les minorités nationales rejoignent les nôtres. En particulier, sur le problème paysan, elle s'oppose au partage de la terre et reproche aux dirigeants bolcheviks de n'avoir pas poussé à la collectivisation des grandes propriétés terriennes.

Elle dénonce ainsi, inlassablement, les tactiques de Lénine et Trotsky, refuse de les considérer comme imposées par les événements et affirme qu'elles ne font que renforcer la contre-révolution et nuire à l'extension de la Révolution au reste de l'Europe.

Elle affirme que la politique de « liberté nationale » pour l'Ukraine, la

Pologne, etc., mal conduite, renforce les éléments contre-révolutionnaires de ces pays en éloignant leurs prolétariats du prolétariat russe. Enfin, elle sauve dans la Révolution allemande, lancer un programme basé sur les Conseils d'ouvriers et de soldats, mais elle s'illusionne encore sur l'Assemblée nationale prévue pour le 19 janvier 1919.

Ainsi, Rosa Luxembourg, malgré l'apparence de cohérence et de rigueur absolue de sa doctrine fut écartelée entre sa nostalgie pour un « marxisme » dont personne ne vit jamais de réalisation effective et la politique qu'elle préconisa au cours de la Révolution allemande et qui était déjà une altération de son marxisme. Elle fut écartelée entre un attachement à des conceptions de la démocratie qui ne suffisent pas à se détacher des traditions social-démocrates et son désir de trouver une voie révolutionnaire authentique. Elle ne pouvait alors se rallier à un communisme libertaire encore informe ou dégénéré en syndicalisme pur ou en individualisme, elle ne pouvait que donner au monde le message d'une vie de dévouement au prolétariat et d'efforts surhumains pour davantage de clarté et de rigueur dans la pensée et l'action socialistes. Mais elle indiquait, en fait, au milieu de contradictions inévitables, la voie communiste libertaire qui s'est précisément depuis et sur laquelle nous continuons.

De toute façon, restent ses œuvres, ses œuvres critiques sur l'économie capitaliste auxquelles nous pouvons nous référer entièrement, ses œuvres politiques, qui même lues sous l'angle de notre critique, nous apportent un exemple de rectitude, d'honnêteté, de refus des compromis, et d'authentique volonté révolutionnaire, aucun ne nous pouvons que rendre hommage.

Georges FONTENIS,
Michel MULOT.

La vie de Rosa Luxembourg

ROSA LUXEMBOURG naît le 5 mars 1870, en Pologne, près de Varsovie, d'une famille juive. Bien que souffrant d'osseuse et diminuée par une tuberculose osseuse, la jeune Rosa entre, alors qu'elle était encore à l'école, dans le parti socialiste révolutionnaire russe : à l'Université l'emploi de la langue polonaise était interdite et les Juifs n'étaient acceptés qu'à quelques exceptions, aussi fut-elle rapidement consciente de l'injustice...

La police découvre son activité ; menacée d'être exilée en Sibérie elle gagne Zurich à 16 ans, en passant la frontière allemande cachée dans un tonneau. Elle y étudie le droit et la philosophie. Au congrès international socialiste de Zurich en 1893, elle acquiert dans l'aile gauche du mouvement la position qu'elle conserva jusqu'à la fin de sa vie. Elle dirigea constamment tous ses efforts contre le militarisme et l'impérialisme : Congrès de Paris (1900), Stuttgart (1907).

En 1905, Rosa gagne la Pologne, rejoint son ami Yogischés, pour participer au mouvement révolutionnaire. Arrêtée, emprisonnée, elle sera libérée grâce au rapport favorable d'une commission médicale. Malgré une activité de propagandiste, elle écrit de nombreux articles et quelques livres d'une valeur incontestable. La tourmente guerrière de 1914, n'arrête pas son activité et sa foi dans le socialisme malgré la faillite honteuse de la II^e Internationale.

Et malgré la réaction, en pleine guerre, Rosa poursuit illégalement avec Karl Liebknecht, Franz Mehring, Clara Zetkin et le groupe Spartacus la propagande antimilitariste...



litariste et révolutionnaire. Cela lui vaudra d'être arrêté plusieurs fois avec Liebknecht ; d'être inculpé de « haute trahison » en pleine guerre... Partout où s'allumèrent en Allemagne les premières étincelles de la lutte révolutionnaire (grèves de Brunswick en 1916, de Berlin 1917), Spartacus fut au

travers, allait triompher et permettre l'étranglement total de la révolution allemande isolée.

Le 15 janvier Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg étaient assassinés par des monarchistes armés, payés par les social-traitres. On ne devait retrouver le cadavre de Rosa que le 13 juin dans le canal de la Landwehr. Le 13 juin aussi, ceux qui avaient joué cinq mois de plus des bienfaits de la paix capitaliste et des privilégiés d'un régime mi-socialiste, mi-bourgeois fondé sur les bâtonnements purent suivre son cercueil.

Son corps mutilé fut enterré dans le cimetière de Friedrichshof.

Mais son esprit, ainsi que celui de Liebknecht, et des innombrables martyrs de la Commune allemande, vit toujours parmi les révolutionnaires.

Sur la Révolution

« La Révolution russe n'a fait là que confirmer les enseignements fondamentaux de toutes les grandes révolutions, qui ont chacune pour loi vitale ceci : ou aller de l'avant d'un élan très rapide et résolu, abattre d'une main de fer tous les obstacles et placer les buts de plus en plus loin, ou être fort vite rejeté, arrêté en arrière de son point de départ et écrasé par la contre-révolution. S'arrêter, pétiner sur place, se contenter du premier but une fois atteint est impossible dans la révolution. Quiconque veut transporter ces habiletés médiocres des petites guerres parlementaires dans la tactique révolutionnaire, montre uniquement que la psychologie, la loi vitale elle-même de la révolution lui est étrangère, de même que toute l'expérience historique est pour lui un livre à sept sceaux. »

« Kautsky et ceux des russes qui, avec lui, voulaient que la révolution en Russie conservât son « caractère bourgeois » font un pendant exact aux libéraux allemands et anglais du siècle dernier qui, dans la grande révolution française, faisaient la distinction entre ces deux fameuses périodes : la « bonne » révolution, celle de la première phase girondine et la « mauvaise » à partir du revirement jacobin. La platitude libérale dans la conception de l'histoire n'éprouvait naturellement pas le besoin de comprendre que, sans le coup de force des jacobins « exagérés » même les premières conquêtes de la phase girondine, malgré leur caractère de timidité et de demi-mesures, auraient été bien vite enlevées sous les ruines de la Révolution, que l'alternative réelle à la dictature jacobine, telle que la posait la marche inexorable de l'évolution historique 1793, était non pas une démocratie « modérée » mais la restauration des Bourbons. Le « bon juste milieu » ne peut être tenu dans

aucune révolution ; une loi naturelle exige une décision rapide : ou bien la locomotive est poussée à toute vapeur pour gravir la montagne de l'histoire jusqu'à son point extrême, ou bien, entraînée par son propre poids elle roule en arrière jusqu'au bas de la pente, entraînant à l'abîme, sans l'espoir de salut, ceux qui voudraient, par leurs faibles forces, la retenir à mi-chemin. »

Notre page 3 pour 1954

Notre page « Culture et Révolution » vient d'achever une longue période de consécration aux problèmes de doctrine fondamentaux de la F.C.L., au rappel de nos « classiques » et également aux grands épisodes des luttes ouvrières comme la Commune de Paris, Juin 36, la Révolution espagnole. Pour l'année qui s'ouvre, notre projet, élaboré à la Commission de Presse de la F.C.L., est d'intéresser nos lecteurs, tout particulièrement les plus jeunes, à des faits moins connus de l'histoire révolutionnaire, en rappelant les grandes figures de militants qui se détachent au cours de ces événements. Sans négliger, bien entendu, les grands faits comme la Commune de Paris, la Révolution russe, la Révolution espagnole, et tout en consacrant, lorsqu'il sera nécessaire, notre page 3 aux nouvelles de l'Internationale, nous nous efforcerons de mieux connaître la Révolution allemande, la Révolution hongroise, etc. Et c'est à l'occasion de ces raps historiques que, tout naturellement, nous serons amenés à préciser les positions de la F.C.L., à la fois en dehors de tout sectarisme et de tout esprit de conciliation, de « Histoire et Doctrine », ainsi pourraient se résumer la nouvelle formule de

« Il va de soi que, par ailleurs, nous consacrerons, comme par le passé, une large place à la critique littéraire des spectacles, de la radio, etc.

Enfin, à la demande de nos lecteurs et des militants, nous reprenons bientôt pour compléter notre page, la rubrique « Questions et Arguments ».

Nous commençons aujourd'hui la réalisation de notre nouvelle formule par un rappel de la Commune de Berlin et de son inséparable animatrice Rosa Luxembourg. Janvier nous impose ce choix, puisque c'est en janvier que la Commune de Berlin vécut et mourut. Mais aussi, les événements de Berlin, au mois de juin dernier, ajoutent à l'intérêt de cette évocation de la valeur et du courage du prolétariat allemand.

PENDANT l'été de 1917, les socialistes des différents pays avaient engagé une action pour inciter les différents gouvernements belligérants à se réunir à Stockholm afin de conclure la paix. Rosa Luxembourg, dans les « Lettres de Spartacus » s'élève énergiquement contre toute tentative de laisser les gouvernements capitalistes faire la paix. La Conférence de Stockholm était pour elle un leurre. La justesse de ses vues allait trouver une sanglante confirmation : la guerre mondiale et la faillite de la II^e Internationale. L'actualité nous amène à citer un passage caractéristique de ce fameux article « La Paix par la Révolution seule ».

« Le socialisme international n'a aucun intérêt à ce que les gouvernements impérialistes trouvent un terrain où ils puissent concilier leurs intérêts et à ce qu'ils fassent la paix de leur propre initiative. Ce que le prolétariat doit faire, au contraire, c'est d'empêcher que la paix se fasse de cette manière, c'est-à-dire qu'elle soit l'œuvre de gouvernements capitalistes. Le seul devoir et l'intérêt vital du socialisme international consiste pour le moment à faire que la paix soit l'œuvre du prolétariat international et le résultat de son action révolutionnaire, qu'elle soit

En 1907, la II^e Internationale réunit une conférence extraordinaire et mondiale à Stuttgart devant les menaces de guerre (suite de la révolution russe de 1905, les puissances européennes s'étaient scindées en deux blocs hostiles, accrus par le conflit du Maroc en 1906). Face aux opportunistes, l'aile gauche de la social-démocratie sous la direction de Rosa vota la motion dite de Stuttgart, et à laquelle se rallia Lénine du reste.

« Dans le cas où les travailleurs n'auraient pas réussi à empêcher le conflit armé, les partis socialistes s'engagent à utiliser la crise économique et politique engendrée par la guerre, pour soulever les masses populaires en vue du renversement de la domination

Les œuvres de Rosa Luxembourg

- La Révolution russe.
- Marxisme contre Dictature.
- Réforme ou Révolution ?
- Grève générale, Partis et Syndicats.
- L'Accumulation du Capital. (Voir service de Librairie.)

Pour le soutien du « LIB »
SOUSCRIVEZ

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
et
LES LUTTES OUVRIÈRES

Un patron de combat : L'ADMINISTRATION DES P.T.T.

La presse a donné, avec plus ou moins d'objectivité, de nombreux comptes rendus des meetings tenus par les postiers lors de leurs récentes grèves. Mais, parmi les déclarations des divers orateurs, il en est qui furent toujours passées sous silence ; ce sont celles qui avaient trait au comportement des hauts fonctionnaires de l'Administration des P.T.T.

Ces derniers, loin de faire preuve de compréhension à l'égard de leurs « collègues » des petites catégories, l'ont pris à l'Administration centrale des P.T.T. une position de véritable patron de combat.

Ceci n'est d'ailleurs pas pour nous surprendre. De nombreux postiers sont originaires de province, et bien des jeunes se trouvent seuls à Paris, loin de leur famille. Il est difficile de se loger à Paris et les hôtels sont chers, surtout pour les traitements de lamine des jeunes. Aussi le service social des P.T.T. en héberge plusieurs dans un foyer. Ces jeunes camarades s'étant joints au mouvement de grève, le directeur du service social voulut immédiatement les expulser du foyer. Ce fonctionnaire dont le rôle consiste à venir en aide aux plus exploités des travailleurs des P.T.T. agissait ainsi comme le plus réactionnaire des patrons. Il employait le chantage le plus odieux contre des travailleurs qui luttaient pour améliorer leurs misérables conditions d'existence.

Autre fait caractéristique :

Pour briser la dernière grève des bureaux-gares, l'Administration requiert littéralement de jeunes contreurs qui suivent un cours de stage en province. Il fallait loger ces jeunes gens qui n'étaient à Paris que pour quelque temps. Qu'à cela ne tienne.

Un dortoir abritait des jeunes téléphonistes des centraux de Paris. On « pria » ces jeunes filles de se débrouiller pour se loger ailleurs, afin de laisser la place aux jeunes contreurs.

Pour briser la grève, l'Administration, au mépris de l'intérêt des usagers, n'hésita pas à embaucher une équipe de jeunes dont les actions qu'on puisse dire qu'ils n'offraient pas toutes les garanties d'honnêteté. Aussi nombreux furent les vols et les spoliations.

Tous ces faits signalés dans les meetings furent cachés pudiquement par la presse d'information. Il appartenait au « Libertaire » de les révéler.

C.R.

Pour les vieux travailleurs et les économiquement faibles

LES PROMESSES SONT-ELLES TENUES ?

Le 19 novembre 1953, M. Frédéric Dupont, président du Conseil Municipal de Paris, et grand défenseur des commerçants boucheurs contre l'application du barème, reçut à l'Hôtel de Ville une délégation du 3^e Congrès National de l'Association de défense des économiquement faibles, venue pour l'entretenir des desiderata des « crève-la-faim ».

Ce brave M. Dupont, un nom bien français, bien de chez nous, ajoutera l'ineffable. Jean Nohain, arborant crânement sa Légion d'honneur, avait donné l'assurance à ladite délégation qu'il avait obtenu du Gaz de France qu'une réduction de tarif serait faite à tous les porteurs de la carte d'économie faibles, sans limitation de quantité à partir de 1954.

On voudrait bien savoir ce qu'est devenue cette assurance. Car, des promesses aux actes, c'est bien connu en ce pays, il y a une marge, un préjudice ou tout s'oublie. La réduction envisagée, promise et accordée par Gaz de France était de l'ordre de 50 %, ce qui est appréciable pour nos budgets miteux royalement accordé par les faux clowns du Cirque-Bourbon

Puisque nous sommes en janvier 1954, il était bon de rappeler aux « édiles », amnésiques et en particulier à M. Durand, pardon Dupont, que tous ses « sujets » mécontents n'avaient pas la mémoire courte. A bon entendeur, salut !

Eugène DUMOULIN.

Le combat paysan

L'AGITATION RURALE

Un journal qui fait profession d'esprit, disait il y a quelques semaines : « Les paysans veulent faire une marche sur Paris, où va-t-on mettre toutes ces grosses voitures ? » Cet esprit, d'une pauvreté navrante, est souvent goûté d'un public qui voit en tout paysan, un possesseur de lessiveuse bouteille.

Le monde rural certes est assez mêlé, mais dans son ensemble, la paysannerie est pauvre. Le fait de posséder les moyens de production, terre, cheptel mort et vif — qui représente parfois des millions — ne laisse pas pour autant à son détenteur (dans de nombreux cas), un gain supérieur à celui d'un ouvrier spécialisé. Pareille affirmation, venant d'un rural, pourrait prêter à des sourires entendus. Elle vient d'un citadin, qui depuis quelques années, observe le milieu nouveau dans lequel il évolue.

Un cliché conventionnel, veut que le paysan soit avare, dur à la peine et idéale réactionnaire. Il sera en effet du progrès dans tous les domaines, mais à part celui qui lui vient gratis. Ce n'est pas notre intention de faire l'histoire des masses paysannes. Toutefois, il nous paraît utile de rappeler, que la lutte de classe, si elle a le soutien paysan, sera près du triomphe. Peut-on escamper le soutien agissant de la masse rurale ?

La lutte de classe, n'est pas une invention habile de l'esprit, c'est le processus économique, politique et social qui l'a déclenchée. Les révolutionnaires n'ont fait que mettre l'accent sur cette lutte. Mais cette lutte tend à entraîner aujourd'hui une grande partie de la petite paysannerie. L'intérêt du problème paysan est d'autant plus grand qu'il s'est posé au cours des plus importantes révolutions qui se sont produites au XX^e siècle et qui se sont déclenchées dans des pays cependant une énorme majorité paysanne.

Un fait nouveau apparaît, qui semble indiquer une prolétarisation qui place de la majorité des paysans. Ce n'est certes pas d'hier, que les paysans se trouvent dans la période des vaches maigres, avec des alternatives de prospérité. A l'ordinaire il se faisait un exode plus massif de ruraux vers les cités. Mais aujourd'hui, ces dernières sont surréalistes de main-d'œuvre sans qualification. Quant aux postes subalternes de l'administration, ils sont convoités de plus en plus par les citadins, qui auparavant en étaient peu friands.

Le marché aux esclaves

On embauche chez Kléber-Colombes !!

50 personnes, attirées par les annonces quotidiennes des grands journaux, furent reçues devant la porte, transises de froid. Après une demi-heure d'attente, le centre de service, d'une voix paupière, vous intime l'ordre de revenir le lendemain.

Le lendemain, après une nouvelle attente, le maquignon recruteur vous ayant examiné des pieds à la tête, ayant minutieusement épilé vos certificats, vous exprime « poliment » ses règles de ne rien pouvoir pour vous. La maison n'embauchant que des personnes connaissant le travail du caoutchouc.

Et tous les jours la même scène se renouvelle.

En fait, il n'y a pas que chez Kléber-Colombes que l'on embauche de cette façon...

Comprenez la tactique : les ouvriers ne restent pas longtemps dans cette tôle, les conditions de travail y sont trop dures. On laisse donc en permanence une annonce d'embauche.

lorsqu'il y a un trou dans le personnel, puis dans le lamentable troupeau de cheveux qui attend devant les portes, transises de froid. Après une demi-heure d'attente, le centre de service, d'une voix paupière, vous intime l'ordre de revenir le lendemain.

Le lendemain, après une nouvelle attente, le maquignon recruteur vous ayant examiné des pieds à la tête, ayant minutieusement épilé vos certificats, vous exprime « poliment » ses règles de ne rien pouvoir pour vous.

La maison n'embauchant que des personnes connaissant le travail du caoutchouc.

JEAN LOUIS (Correspondant).

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

MANIFESTE

du

COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr., trame, 75 fr.
C.C.P. Robert Joulin Paris 5561-76

Prochain numéro

du

libertaire

le

28 JANVIER 1954

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-12^e

F. RUCHON, imprimeur.

Une position inqualifiable des chefs Cégétistes

TRES intéressant le bulletin interne C.G.T. du Syndicat National des cadres de Banque. Que nos lecteurs en jugent : Dans son numéro 12 de décembre 1953, la C.G.T. nous donne son point de vue sur la hiérarchisation des salaires par la voix d'Henri Reynaud :

« Le problème de la hiérarchie des salaires ne cesse d'être à l'ordre du jour. Les cadres doivent, d'une part imposer au patronat la satisfaction de leurs revendications, et préserver la hiérarchie de l'écrasement. Ils doivent d'autre part faire admettre par les employés la légitimité de leurs revendications, afin que soit évitée toute occasion de friction susceptible de nuire à l'unité de tous les salariés face au patronat. La C.G.T. a toujours défendu la hiérarchie car la hiérarchie est indispensable. Il est juste et économiquement utile de rétribuer les travailleurs différemment suivant leur qualification, leur technicité et la valeur sociale du travail effectué. »

Puisqu'il s'agit là d'un bulletin pour les cadres, il est logique que

la C.G.T. défende la hiérarchie. Basses manœuvres pour attirer à elle les cadres et ingénieurs. Que de compromis, que de bassesses, veillera où en est réduite la C.G.T. dans son racolage. Mais voyons la suite. Pour bien appuyer sa position sur la hiérarchie Henri Reynaud ajoute à juste titre :

« Non, la défense de la hiérarchie des salaires n'est pas seulement le problème des cadres supérieurs et des ingénieurs. Elle intéresse toute la classe ouvrière et même le manœuvre simple d'aujourd'hui qui n'entend pas mourir comme manœuvre, et à qui on doit offrir le moyen d'accéder aux échelons supérieurs et qui est donc lui aussi intéressé à la défense de la hiérarchie. Nous indiquons donc pour conclure que l'employé et le manœuvre sont intéressés à la défense de la hiérarchie, au même titre que leurs chefs de service. »

Pour le coefficient 138 Employé débutant : 17.112 + 5.480 = 875 = 23.467.

» 150. » moyen : 18.600 + 5.480 = 24.080

» 170. » » : 21.080 + 5.480 = 26.560.

» 190. » qualifié : 23.560 + 5.480 = 29.040.

Pour le coefficient 400 Classe VI Cadre. 49.600 + 5.480 = 55.080.

» 450. Classe VII Cadre. 55.800 + 5.480 = 61.280.

Chef de serv. 62.000 + 5.480 = 67.480.

Ceci est le salaire brut indépendamment des primes diverses hiérarchisées allant du simple employé au directeur.

La C.G.T. dans son bulletin demande que la constante : 5.480

soit hiérarchisée, c'est-à-dire son intégration dans le salaire de base.

Si ce principe d'augmentation exposé par la C.G.T. était appliqué sur les salaires actuels cela nous donnerait :

Pour le coefficient 138 Employé débutant : 23.467 fr. en plus = néant.

Pour le coefficient 150 employé moyen : 25.500 fr. en plus = 1.420 francs : pourcent, 6 %.

Pour le coefficient 170. Employé moyen : 28.900 fr. en plus = 2.340 fr. : pourcent, 8 %.

Pour le coefficient 190. Employé qualifié : 32.300 fr. en plus = 3.260 fr. : pourcent, 11 %.

Pour le coefficient 400 classe VI cadre : 68.000 fr. en plus = 12.920 fr. : pourcent, 23,5 %.

Pour le coefficient 450 classe VII cadre : 76.500 fr. en plus = 15.220 fr. : pourcent, 29,82 %.

Pour le coefficient 500 classe VIII chef de service : 85.000 fr. en plus = 17.520 fr. : pourcent, 26 %.

Et l'ineffable Reynaud d'ajouter :

« A qui profite l'écrasement de la hiérarchie ? Profitent-il aux employés ? Absolument pas, il profite exclusivement aux patrons et à l'Etat (2). Limiter aux seuls bas salaires des mesures de relèvement qui s'imposent, c'est substituer le problème d'une simple répartition interne de la masse des salaires préalablement déterminé à la lutte pour une meilleure répartition du revenu national et par conséquent à l'action pour le relèvement du volume de la masse des salaires au détriment des bénéfices capitalistes ! »

Au Drapeau et fermez le Ban !

C'est ce payer à bon compte la tête des travailleurs. Cette manœuvre odieuse, elle est indigne d'une centrale qui prétend défendre les intérêts de la classe ouvrière. On pourrait en rire, mais la pilule est amère. Qu'importe il faut obéir aux ordres du parti : L'alliance avec n'importe qui pour l'écrasement de la hiérarchie ! Qui en profite-t-il aux employés et ouvriers de la C.G.T. ? Ils n'oublient tout de même pas qu'à chaque mouvement de grève, non seulement les cadres ne participent pas de façon effective aux mouvements saboteurs qui détruisent l'unité en exerçant des pressions auprès de leurs personnels, en les invitant à s'abstenir de participer aux mouvements revendicatifs sans peine de sanctions futures, en votant contre la grève aux référendums, en faisant les moudards auprès des patrons lors des réunions syndicales.

Non, Monsieur Reynaud, les travailleurs n'ont pas à soutenir la hiérarchie pour les besoins de basse politique du Parti. Au contraire, ils prennent conscience qu'à chaque fois qu'ils ont obtenu une augmentation en pourcentage

faute de ces feuillets prennent leurs leçons pour les imbéciles si dans un délai, que nous croyons assez éloigné — attendu le nouveau vote de confiance accordé au réactionnaire Lanier — ce minimum était appliqué, il favoriserait, encore une fois, les hauts salaires et augmenterait plus amplement l'écart entre les différentes échelles des salaires.

Ce serait une victoire de la hiérarchie et la création, avec l'aide précieuse et la complicité des plus flagrantes des dirigeants des Centrales syndicales, d'un sous-prolétariat misérable.

Nous ne céssons jamais de répéter que toute augmentation des salaires doit être uniforme et la revendication proposée par la F.C.L. à tous les travailleurs d'une augmentation uniforme de 10.000 fr., est la plus honnête et la plus logique.

Les travailleurs exigent dans la grève générale, que leur refusent leurs chefs (2), ceux-ci ayant peur de prendre leurs responsabilités, non pas un minimum vital, ni un os à ronger, mais des conditions réelles de vie meilleure, où les affres de la misère, du chômage aient complètement disparu.

Robert JOULIN.

le bénéfice en revenait finalement aux cadres. De plus les augmentations hiérarchisées, et Monsieur Reynaud ne l'ignore pas, influent sur les prix et surtout permettent au patronat et à l'Etat qui ne modifient pas la somme globale allouée aux salariés de diviser le personnel : ils donnent plus aux uns, ils donnent moins aux autres. C'est la masse globale de salaires dont il faut exiger l'augmentation et pour une répartition la plus équitable possible.

Les travailleurs comprennent que la hiérarchisation des salaires est un germe de division qu'ils doivent combattre. Ils comprennent, Monsieur Reynaud, que la hiérarchie favorise le maintien du système capitaliste.

Pas de collaboration de classe, mais unité ouvrière : En réclamant une augmentation uniforme pour tous et l'écrasement de l'éventail des salaires.

Pour l'unité mais pas à n'importe quel prix et pas au détriment des intérêts des travailleurs les plus exploités.

GILBERT.

P.S. — Des camarades C.G.T. indignés par ces procédés veulent donner leur démission du syndicat C.G.T. employé. Nous les en dissuadons, ce n'est pas en se retirant de la C.G.T. qu'ils pourront combattre de telles manœuvres. Mais en y restant ils peuvent dénoncer la trahison de leurs dirigeants.

(1) C'est un aveu.

(2) On ne peut être plus humoriste ou plus salaud.

A Villefranche-de-Rouergue LES MERCANTIS A L'ACTION

Je joins cette petite anecdote pour éduquer les lecteurs sur la campagne de baisse et en particulier sur les boucheries témoins.